

United Nations

Nations Unies

GENERAL
ASSEMBLY

ASSEMBLEE
GENERALE

UNRESTRICTED

A/C.1/A.III/1/
Rev.3/Corr.1
12 octobre 1948

FRENCH ONLY

Dual distribution

Troisième session
PREMIERE COMMISSION
SOUS COMMISSION A

RAPPORTS DE LA COMMISSION DE L'ENERGIE ATOMIQUE
RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE

Canada : Projet de résolution (troisième révision)

L'ASSEMBLEE GENERALE ayant examiné les premier, deuxième et troisième rapports de la Commission de l'énergie atomique qui lui ont été transmis par le Conseil de sécurité conformément aux dispositions de la résolution de l'Assemblée générale du 24 janvier 1946 :

1. Approuve les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du premier rapport ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du deuxième rapport de la Commission comme constituant les éléments de base nécessaires à l'établissement d'un système efficace de contrôle international de l'énergie atomique pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques et éliminer les armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission;
2. Exprime les vives préoccupations qu'elle ressent devant l'impasse où les travaux de la Commission de l'énergie atomique se trouvent actuellement engagés, ainsi que cette Commission l'indique dans son troisième rapport, et elle regrette qu'un accord unanime n'ait pu intervenir.
3. Demande aux six promoteurs de sa résolution en date du 24 janvier 1946, lesquels sont les membres permanents de la Commission de l'énergie atomique, de se réunir et de conférer entre eux en vue de déterminer à quel moment il existera une base d'accord pour le contrôle international de l'énergie atomique permettant d'assurer son utilisation à des fins purement pacifiques et d'éliminer les armes atomiques des armements nationaux; elle leur demande d'inviter alors le Secrétaire général à convoquer de nouveau la Commission de l'énergie atomique des Nations Unies, dont l'activité a été suspendue, afin qu'elle reprenne sa tâche, qui consiste à élaborer, pour être soumis au Conseil de sécurité dès que possible, un projet de traité ou de convention où se trouveront incorporées les dernières propositions de la Commission. En tout cas, les promoteurs de ladite résolution devront présenter à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, au plus tard, un rapport sur les résultats de leurs consultations.